

Le pouvoir aux travailleurs

17 MAI 1998

N° 55

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
- AU NOM DE LA DEFENSE DE L'ORDRE, UN ELEVE TUE AU COURS D'UNE MANIFESTATION	2 - 3
- LES CRIMES DES POLICIERS COUVERTS PAR LE GOUVERNEMENT	4
- LA SANTE C'EST POUR CEUX QUI ONT DE L'ARGENT ...	5
- REPRESSION AU PLATEAU D'UNE MANIFESTATION DES AGENTS DEFLATES	5 - 6
- LA SANTE DES PAUVRES ? BEDIE S'EN MOQUE COMME DE SA PREMIERE CHAUSSETTE	6
- 1er MAI : ENCORE UNE INSULTE DE BEDIE	7
- A QUI LE FPI VEUT FAIRE CROIRE QU'IL EST PROCHE DU PEUPLE ?	7 - 8
- LE FPI LUTTE CONTRE LA PAUVRETE? LA BELLE FARCE !	8 - 9
- NIGERIA : UN PREMIER MAI SANGLANANT	9 - 10
- SENEGAL : ELECTIONS LEGISLATIVES SOUS HAUTE SURVEILLANCE .	10 - 11

**AU NOM DE LA DEFENSE DE L'ORDRE,
UN ELEVE TUE
AU COURS D'UNE MANIFESTATION**

Le 14 mai dernier, le lycée d'Anyama (près d'Abidjan) présentait l'aspect d'un champ de bataille: des portes cassées, des salles de classe et bureaux saccagés. Telles étaient les traces des affrontements entre policiers et élèves de cet établissement, qui se sont terminés par un bilan sanglant: un élève a été lâchement abattu et deux autres blessés par balle.

Tout a commencé le mercredi 13 mai par une protestation des élèves contre le renvoi du lycée de certains de leurs camarades parce qu'ils n'avaient pas payé les 1.000F par personne exigés par la direction, pour payer des gardiens et balayeurs recrutés à la place des journaliers déflatés par la Fonction publique.

La plupart des élèves avaient refusé cette nouvelle cotisation parce qu'ils avaient déjà cotisé à plusieurs reprises sous des prétextes divers: 500F chacun pour une infirmerie qui restait désespérément fermée, puis 1.500F pour une vaccination dont tous les élèves n'avaient pas bénéficié, sans parler du non remboursement des 2.000F pour l'achat des rames de papier -alors que le remboursement avait été décidé par le ministère de l'Education nationale lui-même.

Au vu de toutes ces cotisations qui n'étaient pas suivies des services annoncés, les élèves du lycée d'Anyama avaient raison de penser qu'ils étaient victimes d'une arnaque systématique de la direction. Alors la dernière cotisation de 1.000F était de trop. Ils en avaient assez et ils l'ont fait

savoir à Massé Noufé, leur proviseur par des slogans tels que: "Noufé, on paie pas"!

Les élèves étaient déterminés à ne plus payer de cotisation. Et au lieu de tenir compte de leurs revendications, la direction a fait appel à la police qui n'a pas hésité à arrêter quelques élèves. C'était une provocation de plus, comme si la police voulait jeter de l'huile sur le feu. La colère des élèves a augmenté d'un cran, et ils sont allés massivement au commissariat de police exiger la libération de leurs camarades.

Il y a eu des affrontements avec des forces de l'ordre. Aux jets de pierre des élèves, la police aurait pu disperser ceux-ci au moyen des gaz lacrymogènes comme elle en a d'ailleurs l'habitude. Mais non, elle n'a pas hésité à tirer, faisant trois victimes dont l'une était décédée de deux balles.

Des policiers, prêts à tuer des gosses sans défense, voilà ces assassins-là qu'on nous présente comme des forces de "sécurité". Mais derrière cette prétendue sécurité, il y a un mensonge volontairement entretenu qui cherche à faire croire que la police est là pour la protection de tout le monde.

La police, et de manière générale, les forces de l'ordre (l'armée, la gendarmerie et les CRS) sont là pour défendre les riches, leurs biens et leur "ordre" social. C'est pourquoi, elles ne tolèrent pas la moindre manifestation, la moindre tentative de troubler cet ordre.

Alors en réprimant de façon sauvage des élèves qui avaient une colère tout à fait légitime à exprimer, les forces de l'ordre, tels des chiens de garde, ont tenu à intimider, à donner un avertissement à tous les pauvres qui seraient tentés d'exprimer d'une manière ou d'une autre leur ras-le-bol.

L E U R S O C I E T E

LES CRIMES DES POLICIERS COUVERTS PAR LE GOUVERNEMENT

Le jeune élève d'Anyama qui était assassiné le jeudi 14 mai était la dernière victime en date d'une liste déjà longue des crimes commis en toute impunité par la police.

En effet, pour ne prendre que des cas récents, rappelons qu'un chauffeur de taxi d'Atticouba a été assassiné par un policier parce que le chauffeur a refusé de payer les 200 ou 500 F, une sorte de taxe que les policiers prélèvent systématiquement pour arrondir leurs fins de mois. En février dernier, à un barrage de Yopougon (un des nombreux barrages installés dans les quartiers populaires à des fins de rackets), un passager de gbaka a été tué par une balle perdue d'un policier qui a tiré, sans doute mécontent parce que le chauffeur ne s'est pas arrêté pour payer la fameuse "taxe".

Les exemples de ce genre de crimes sont nombreux. Mais à chaque fois le gouvernement se contente d'un communiqué pour déplorer le meurtre et promettre une enquête afin d'identifier les coupables et les sanctionner.

Personne ne sait si une seule commission d'enquête a été effectivement mise en place par

le gouvernement Bédié. Mais en tout cas, il n'y a jamais eu de résultats. En fait, il est clair que le gouvernement cherche simplement à faire diversion afin de faire baisser les tensions, en attendant que le crime tombe dans l'oubli.

Le gouvernement ne veut prendre aucune sanction contre des forces de l'ordre. Pour lui, celles-ci n'ont fait que leur devoir en tuant des pauvres. Et sur ce point Houphouët avait tenu à le dire explicitement quand des commandos avaient violemment réprimé des étudiants de Yopougon en 1991 et que l'opposition réclamait des sanctions. Il avait dit en effet: "vous voulez que je soulève ma propre armée contre moi"?

Il n'y a jamais eu de sanction et l'affaire était enterrée. Voilà comment le gouvernement protège les forces de l'ordre et les encourage à tuer. Car celles-ci sont persuadées qu'elles ne seront pas punies -quoi qu'elles fassent contre les populations. Mais même s'il arrive que le gouvernement prenne une sanction quelconque, cela ne change rien au rôle de l'armée qui est un moyen de répression.

L E U R S O C I E T E

LA SANTE C'EST POUR CEUX QUI ONT DE L'ARGENT

Les journaux ont parlé récemment d'un patient décédé au CHU de Bouaké.

Ce patient devait de toute urgence se faire opérer. Seulement le CHU réclamait une somme de 120.000 payable d'avance avant de commencer l'opération. Après 1000 problèmes, la famille a enfin pu faire admettre le malade dans une salle d'opération.

Mais il a fallu attendre au total 18 heures avant que l'opération puisse se faire faute de "fil de suture".

36 heures après

l'opération, faute de soins, faute de médicament, le malade décédait. Combien sont-ils les femmes, les hommes, les enfants qui meurent de cette façon dans ce pays?

Oh, ce ne sont pas les riches qui vivent ce genre de drame. Ceux-là sont bien soignés à 300.000F la nuit d'hospitalisation.

Quant aux pauvres, ils peuvent continuer à mourir. Pour les riches, ils sont bien trop nombreux. Et puis, c'est leur destin diront les hauts dignitaires de l'église, qui eux, se font soigner, bien entendu, à la Pisam!

REPRESSION AU PLATEAU D'UNE MANIFESTATION DES AGENTS DEFLATES

Le mercredi 6 mai, environ 200 journaliers déflatés ont assiégé le ministère de la Fonction publique pour réclamer leurs droits qui ne sont toujours pas payés.

Des droits non payés, cela veut dire que la situation de ces journaliers au chômage est particulièrement insupportable depuis cinq mois. Car depuis le mois de janvier dernier que les 9.750 agents journaliers ont été

licenciés par la Fonction publique, beaucoup d'entre sont sans argent.

Le gouvernement sait bien qu'ils n'ont pas la moindre économie comme tous les gagne-petits. Et c'est la faim qui les a poussés dans la rue où ils ont essayé de se faire entendre. Mais au lieu de prendre en compte leurs justes revendications et payer sans délai leurs dûs, le gouvernement

L E U R S O C I E T E

a envoyé contre eux des forces de l'ordre qui ont réprimé avec leurs brutalités habituelles. Il y a eu plusieurs blessés.

En ne payant pas les droits des journalistes déflatés et en les réprimant, le gouvernement a

ajouté de nouvelles injustices à la première qui était leur licenciement.

Cela seul suffit à montrer, s'il en était besoin, que la prétendue lutte du gouvernement contre la pauvreté n'est que mensonge et démagogie.

LA SANTE DES PAUVRES? BEDIE S'EN MOQUE COMME DE SA PREMIERE CHAUSSETTE

Le fait que Bédié, ce milliardaire, représentait l'Afrique à la rencontre annuelle organisée par l'OMS (l'Organisation Mondiale de la Santé) est à lui tout seul tout un symbole de ce que représente ce genre d'organisme.

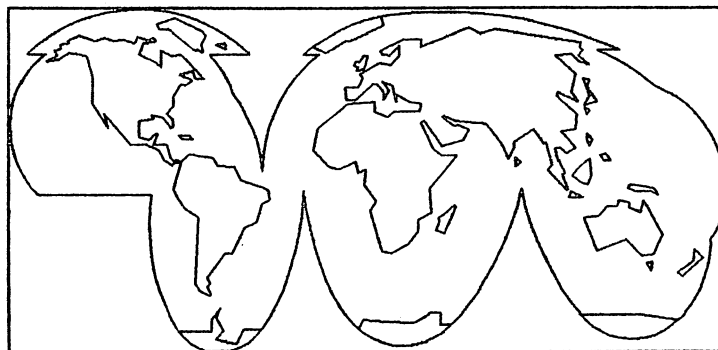
Qu'est-ce que Bédié en sait de la santé des pauvres? Qu'est-ce qu'il en a à faire? Trop préoccupé qu'il est à amasser des milliards et construire ses deux palais d'Abidjan et de Daoukro?

Ou bien l'OMS l'a peut-être

choisi comme une farce! En Côte d'Ivoire, il y a officiellement en moyenne un médecin pour 30.000 habitants. Là-dedans, Bédié à lui tout seul doit en avoir 4 ou cinq. Calcul fait, il doit y avoir bien des régions où les médecins ne doivent même pas exister. Alors, bonjour la santé!

A moins que l'OMS ait voulu montrer aux Occidentaux un spécimen africain pour leur montrer que l'Africain a la santé! Voyez donc! Il respire la santé! L'Afrique est en marche, voyons!

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

**1er MAI :
ENCORE UNE INSULTE DE BÉDIÉ**

Le jour du 1er mai, on ne sait quelle mouche a piqué Bédié. Mais aux travailleurs qui espéraient qu'il y aurait peut-être une petite augmentation des salaires, il n'a montré à leur égard que mépris et arrogance, comme le font les patrons des usines, les promoteurs immobiliers, les entrepreneurs et tous les riches en général.

Voici quelques petits extraits de ce que Bédié a osé déclarer: "La croissance économique est fragile". Il n'est d'ailleurs pas lieu de vous augmenter puisqu'il n'y a pas de "renchérissement" du coût de la vie. S'il y a quelques augmentations "saisonnnières" de certains produits dans les marchés, elles sont compensées par la baisse d'autres produits tels que l'essence et le gasoil. Pourquoi voulez-vous que je vous augmente? On vient me dire que le prix de 3 "gombos" ou le prix de 4 "piments" dans les marchés ont augmenté. Mais où vous croyez-vous? Ce n'est pas le rôle du gouvernement de définir quel serait le prix de 4 gombos! "C'est de l'hérésie!". Si vous les travailleurs vous trouvez que le gombo et le piment coûtent cher, "cultivez-en dans vos jardins"! "Vous verrez que les prix vont aussitôt baisser".

"C'est ça la réalité!".

Tout son discours était de ce goût: un langage que les travailleurs entendent chaque jour de la bouche de leurs patrons.

Alors, voilà les travailleurs prévenus. Ils ne peuvent rien attendre des dirigeants. S'ils veulent obtenir une amélioration de leurs conditions de vie et de travail, ils ne peuvent y arriver que par leur lutte collective.

Et c'est justement l'absence de lutte conséquente qui fait que Bédié, à l'image de tous les riches de ce pays, montre de l'arrogance à la limite de l'insulte vis-à-vis des pauvres.

Mais Bédié et les riches dont il est le serviteur ne seront pas toujours aussi sûrs d'eux. Un jour, ils finiront par lâcher une insulte de trop. Et il n'est pas dit que cela ne sera pas la goutte d'eau qui fera déborder le vase. Alors on verra bien dans ce cas si Bédié et son gouvernement continueront à se montrer arrogants et méprisants, comme ce qui nous a été donné d'entendre et de voir le 1er mai dernier.

**A QUI LE FPI VEUT FAIRE CROIRE
QU'IL EST PROCHE DU PEUPLE ?**

En commentant le discours qu'a prononcé Bédié le 1er mai

dernier, "Notre Voie" (le quotidien proche du FPI) daté du

4 mai écrit que "Bédié ignore les réalités de son peuple".

Bédié et les riches dont il est le serviteur connaissent bien la misère dans laquelle vivent les travailleurs. Ils savent qu'il y a un lien entre le luxe dans le lequel ils vivent et la misère dans laquelle vivent les populations. Mais ce n'est pas leur problème. La société capitaliste est ainsi organisée justement pour leur permettre de s'enrichir grâce à l'exploitation des travailleurs.

Bédié sait tout cela. Il sait que sa politique est mise au service des riches. Il est là pour aider les riches à s'enrichir davantage et non pour aider les pauvres. C'est pourquoi, refuser une augmentation de salaires aux travailleurs, comme il l'a fait,

est tout à fait conforme à sa politique.

Alors, la situation des pauvres n'est tout simplement pas l'affaire du PDCI, tout comme ce n'est pas non plus celle du FPI.

Mais par sa démagogie, le FPI cherche à faire croire que, lui, il connaît les problèmes de la population et qu'il y trouverait des solutions s'il était à la place du PDCI. Mais il n'a pas une autre politique que la politique d'austérité qui est imposée aux pauvres depuis des années.

Les travailleurs et les pauvres n'ont rien à attendre du PDCI. Mais ils n'ont rien à attendre non plus ses adversaires politiques comme le FPI.

LE FPI LUTTE CONTRE LA PAUVRETE? LA BELLE FARCE !

La mode chez tous les politiciens, à commencer par les tenants du pouvoir, c'est de prétendre lutter contre la pauvreté. Le FPI ne voulant pas être en reste a même créé un Secrétariat dans ce sens. Quant à Simone Gbagbo, elle vient de faire une géniale découverte.

A écouter le discours de cette dame, elle a trouvé "un moyen de sortir les populations de la pauvreté". Qu'est-ce donc cette grande découverte dont il a fallu attendre la fin du vingtième siècle pour qu'enfin les hommes trouvent le moyen de sortir les populations de la

pauvreté?

Il s'agit, d'une "banque d'épargne et de crédit", dont Mme Gbagbo est à l'initiative à Abobo où elle est députée.

Qu'est-ce, sinon de la duperie? N'y a-t-il donc pas de banques à Abobo? Ne sont-elles pas aussi des banques "d'épargne et de crédit"?

Mais le problème n'est-il pas justement que les salaires des travailleurs sont tellement bas, pour ceux qui ont un travail, que même pour joindre les deux bouts, c'est tout un

casse-tête? Alors, comment dans ces cas épargner?

La pauvreté des travailleurs vient des bas salaires que les riches payent. Et c'est là-dessus qu'il faut mener la lutte pour qu'ils aient une vie décente. Mais là n'est justement pas l'affaire du FPI.

Quant à Mme Gbagbo, elle l'a dit: "mon ambition est de créer une grande banque pour les Ivoiriens".

Alors, souhaitons bonne chance à Mme Rothschild. Mais arrêtez donc de parler de lutte contre la pauvreté alors que votre ambition n'est que de créer une vulgaire banque.

Parce qu'à ce rythme, bientôt la BICICI et la SGBCI nous diront la même chose, et pourquoi pas nos patrons qui viendront aussi nous dire que c'est eux qui nourrissent nos familles!

NIGERIA : UN PREMIER MAI SANGLANT

Une fois de plus, la dictature sanglante de Sani Abacha s'est illustrée en réprimant sauvagement les manifestations du 1er Mai. Des affrontements avec la police ont eu lieu, à Ibadan (troisième ville du Nigéria avec 6 millions d'habitants) à la veille même du premier mai alors que des militants distribuait des tracts pour appeler la population à manifester. Les forces de sécurité avaient reçu l'ordre de tirer sur toute personne qui descendrait dans les rues. Malgré cela environ 30 000 personnes, majoritairement des jeunes et des étudiants, ont manifesté. Ils protestaient, entre autres, contre la dissolution de la NLC (Confédération des travailleurs nigériens) par la dictature depuis le lendemain d'une grève nationale de huit semaines en 1994. Lors de cette manifestation le bâtiment abritant le journal pro-gouvernemental, le Monitor, a été pris d'assaut par la foule.

D'autres manifestants se sont dirigés chez un politicien haut placé et pro-militaire. Sa maison a été saccagée. Il y aurait eu 10 morts rien qu'à Ibadan. D'autres manifestations et affrontements avec les forces de l'ordre ont également eu lieu à Lagos ainsi qu'à Port-Harcourt, ville où l'écrivain Ken Saro-Wiwa a été pendu en novembre 1995 pour avoir osé protester contre la politique des compagnies pétrolières à l'égard du peuple Ogoni.

A la suite de cette pendaison, les dirigeants des pays occidentaux avaient fait semblant de s'émouvoir et avaient protesté du bout des lèvres. Mais les affaires étant les affaires, le Nigéria étant un grand pays producteur de pétrole et d'autres ressources minières comme l'étain ou la bauxite, les puissances impérialistes ont vite fermé les yeux sur la dictature pour ne pas entraver les faramineux profits des grandes compagnies pétrolières et minières.

Les seules à ne pas profiter de cette manne sont les populations de ce pays. Seule une petite minorité des 100 millions d'habitants qui peuplent le Nigéria profite des retombées des recettes pétrolières. Cette bourgeoisie locale qui sert de relais aux grands trusts roule en mercédès, construit des villas avec piscine et amasse fortune au milieu d'une population dont

l'appauvrissement s'aggrave d'année en année.

La dictature sanglante de Sani Abacha est à l'image de la crainte qu'inspire la population déshéritée à toute cette caste d'exploiteurs et de parasites locaux qui vit au crochet de l'Etat, qui détourne les fonds publics, rackette la population et s'adonne impunément à la corruption.

SENEGAL :
ELECTIONS LEGISLATIVES
SOUS HAUTE SURVEILLANCE

En vue des élections législatives qui vont avoir lieu le 24 mai prochain, le gouvernement de Diouf a pris des mesures de renforcement des forces de répression. Dès le mois de janvier dernier c'est un général (ancien chef d'état-major de l'armée) qui a été mis à la tête du ministère de l'intérieur. Les forces de police ont été placées en état d'alerte. On a mis à leur disposition de nouveaux matériels anti-émeutes. Les troupes militaires ont été mobilisées. Un contingent de 600 jeunes militaires démobilisables a été maintenu sous les drapeaux.

Les autorités craignent en effet que se reproduisent les émeutes qui avaient suivi les élections de 1988 et de 1993. Rappelons que ces élections ont été émaillées de fraudes en tous genres et que les manifestations de protestation contre ces fraudes se sont transformées en émeutes violentes, notamment à

Dakar. Abdou Diouf et son parti, le PS, sortis vainqueurs grâce à ces fraudes avaient alors fait arrêter plusieurs opposants, dont Abdoulaye Wade (PDS), pour les sortir quelques mois plus tard et nommer certains d'entre eux ministres dans son gouvernement dit d'"ouverture". C'est le cas de Wade, deux fois emprisonné puis libéré pour être nommé deux fois ministre.

Cette fois-ci Diouf promet que les élections seront "transparentes". Pour cela il a nommé un autre général à la tête d'un organisme prétendument "indépendant", l'Observatoire national des élections, qui a également reçu l'aval du principal parti de l'opposition de Wade.

Wade se voit déjà remporter la majorité des sièges au parlement. "Le chef de l'Etat sera bien obligé de me confier la responsabilité du gouvernement. Je serais le premier ministre" a-t-il

déclaré. Actuellement son parti détient 27 sièges contre 84 au PS sur un total de 120. La nouvelle assemblée comprendra 140 députés.

Rappelons pour mémoire que Wade a été ministre d'Etat jusqu'à sa dernière démission du 20 mars dernier. Il a participé pleinement à toute la politique de Diouf contre la population pauvre. Il avait cautionné tous les plans de licenciements dans la fonction publique, tous les blocages des salaires et même les baisses de salaires des fonctionnaires. Il a également cautionné tous les plans du FMI pour grignoter sur les maigres budgets destinés aux secteurs publics : vitaux pour la population pauvre tels que les hôpitaux publics, les écoles, etc. A tel point que les plus démunis ne peuvent plus se faire soigner. Ils sont obligés de tout payer, jusqu'aux seringues. Les hôpitaux pour pauvres sont de véritables mouiroirs. Il n'y a ni médicaments, ni matériels de soins. Les riches dont Wade fait partie n'ont pas ces problèmes. Ils vont se soigner dans les hôpitaux privés, envoyer leurs enfants suivre des études dans les écoles privées quand ce n'est pas dans les pays occidentaux riches.

Pour les travailleurs comme pour l'ensemble des populations pauvres il n'y aura strictement aucune différence entre la politique de l'actuel premier ministre Habib Thiam et un éventuel Wade à sa place. Ils sont tous des serviteurs des intérêts des riches et des exploités.

Pour tromper la population pauvre, Wade joue la corde religieuse. Il a appelé tous les mourides à voter pour lui. "Diouf a été désigné par

Senghor, moi je le suis par dieu" dit-il. Il n'a pas hésité à écarter 16 des 27 députés actuels du PDS pour laisser la place à des proches des grands dignitaires religieux, notamment de la confrérie des mourides à laquelle il appartient. C'est ainsi que 5 marabouts (quatre mourides et un Tidjane) font partie des candidats du PDS. Rappelons que c'est Wade lui-même qui protestait dans le passé contre le fait que le PS de Senghor puis de Diouf cherchait l'appui des chefs religieux lors des élections pour récolter des voix.

Les travailleurs n'ont rien, mais vraiment rien à attendre de cette farce électorale. Aucun des grands partis en présence ne défend leurs intérêts. Ce que tous ces gens-là craignent avant tout c'est que la population intervienne dans la vie politique et exprime sa colère par des grèves et des manifestations de rue.

Face à la situation dramatique que vit la majorité de la population depuis plusieurs années et qui s'est aggravée avec la dévaluation du CFA en 1994, la colère est grande. Celle-ci s'exprime parfois par des grèves dures comme celle des ouvriers de la mine de phosphates de Thiès en 1997 pour réclamer 25% d'augmentation des salaires, ou plus récemment par une autre grève des employés de la Société Générale des Banques du Sénégal.

C'est surtout pour réprimer une éventuelle colère de cette population victime de la crise et de la misère qui pourrait s'exprimer de nouveau à l'occasion de ces élections que le gouvernement a renforcé tout son appareil de répression.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservés aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur les bourgeois pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire, la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour taches:

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
 - donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité au respect des autres.
 - favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale
- La présente revue entend dans cette perspective:
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine, et Trotsky
 - combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
 - contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
 - oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.